



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
71100 Chalon-sur-saone

Lons-le-saunier, le 08/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MACON ENERGIES SERVICES

211 rue du Président Kennedy
71000 Mâcon

Références : AV/VV/2025/C_124
Code AIOT : 0003300377

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement MACON ENERGIES SERVICES implanté 9 rue Jean Mermoz 71000 MACON. L'inspection a été annoncée le 03/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée le cadre de la gestion des suites de la visite d'inspection de 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MACON ENERGIES SERVICES
- 9 rue Jean Mermoz 71000 MACON
- Code AIOT : 0003300377
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mâcon Énergies Services a été autorisée initialement par arrêté préfectoral n°DCL-BRENV-2017-137-1 du 17 mai 2017 à exploiter une chaufferie soumise à autorisation au titre de la rubrique 2910-A-1 de la nomenclature des ICPE. Le site relève de la directive dite IED, rubrique 3110. L'exploitation est également encadrée par un arrêté préfectoral complémentaire des conditions d'exploitation relatives aux meilleures techniques disponibles du 10 juillet 2019 pris suite au réexamen du site.

L'installation a pour fonction de fournir en eau chaude basse pression le réseau de chaleur de la ville de Mâcon à partir de chaudières alimentées en biomasse et au gaz naturel et de fournir en électricité à partir de moteurs à combustion interne alimentés au gaz naturel le réseau électrique en fonction de la demande du distributeur. Le site dispose de 2 chaudières biomasse, de 2 cogénérations et de 4 chaudières gaz (dont 2 possibles FOD).

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suivi en continu pH et température	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.5	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Rejets aqueux - Entretien des séparateurs / piège à cailloux	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.4 et 10.1.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets aqueux - Respect des VLE & fréquence de contrôle	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.7 / 4.4.9 / 4.4.12 / 11.2.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	4 mois
4	Rejets atmosphériques - VLE	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.5 et annexe I	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017,	Avec suites, Demande de justificatif à	Demande de justificatif à	6 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	es - Cas des mesures en continu	article 11.2.1.2	l'exploitant, Demande d'action corrective	l'exploitant	
7	Conditions d'entreposage	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.3	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Quantité - déchets produits par l'établissement	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.7	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Gestion des déchets - cendres	Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les non-conformités suivantes sont constatées :

- l'automatisation du contrôle du pH et de la température n'est pas encore réalisée (toutefois, le dispositif a été réceptionné sur le site en juillet 2025) ;
- l'exploitant ne dispose pas de fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et d'attestation de conformité à la norme en vigueur ;
- des dépassements des VLE sur les rejets d'eaux industrielles en pH, DCO, MES, Azote global sont relevées au premier semestre 2025 ;
- le paramètre Arsenic n'a pas été analysé dans les eaux industrielles en 2024 ;
- les VLE en CO et NOx sont dépassées sur la cogénération 1 (concentration et flux massique) et en

NOx (flux massique) sur la cogénération 2 (suite à la reprise du rapport par SOCOTEC);

- des dépassements de VLE en flux COVNM sont toujours observés pour les chaudières biomasse (l'exploitant n'a pas encore réalisé le courrier informant d'une erreur d'unité avec tous les éléments d'appréciation) ;

- le flux en HF sur la biomasse 3 n'est pas conforme à la VLE ;

- l'exploitant entrepose 6 tonnes de cendres sèches maximales en big-bag au lieu de 4 tonnes. La quantité maximale de chiffons souillés autorisée serait également régulièrement dépassée.

Plusieurs demandes de complément sont formulées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi en continu pH et température

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.5	
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques	
Prescription contrôlée :	
[...]	
RI 2	
Nature des effluents Exutoire du rejet Organisation du point de rejet Traitement avant rejet	Eaux industrielles Réseau eaux (R2) Cuve enterrée de 40 m ³ (pompage avec contrôle de la température et du pH) avant passage par séparateur d'hydrocarbures n°2 Neutralisation du pH et refroidissement Séparateur d'hydrocarbures n°2
Point de contrôle des rejets	En sortie du séparateur d'hydrocarbures n°2
+ Extrait du DDAE (étude d'impact, chapitre 3.6.6b) Les eaux usées industrielles seront dirigées dans une fosse ou une cuve de 40 m3. Depuis cette dernière, les eaux seront pompées et contrôlées en continu au niveau en terme de pH et de température. Si nécessaire, ces eaux seront neutralisées et refroidies avant envoi vers un séparateur d'hydrocarbures. A chaque étape des regards seront installés pour contrôler la qualité des eaux usées. Notons que tant que les mesures ne seront pas bonnes, les eaux seront en recirculation dans la fosse. Une vanne sera mise en œuvre entre la cuve et le regard. Article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral de 2017 : Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et	

exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Constats :

Constat 2024

Constat 00-17102024: non-conformité :le pH et la température ne sont pas suivis en continu et les eaux ne sont pas neutralisées avant rejet.

Demande d'action corrective : le suivi du pH et de la température ainsi que la neutralisation du pH sont à mettre en place sous un délai de 6 mois.

Demande de justificatifs : l'exploitant transmet les justificatifs relatifs à la commande et à la mise en place des équipements.

En cas de non-retour à la conformité pour le suivi en continu du pH et de la température ainsi qu'en absence de neutralisation du pH sous un délai de 6 mois (2 analyses trimestrielles au premier semestre 2025 sont demandées), une mise en demeure pourra être proposée au préfet de Saône-et-Loire.

Réponse de l'exploitant à la visite d'inspection

La réponse de l'exploitant transmise en avril 2025 indique les actions suivantes :

- Devis de réalisation d'un système de contrôle et neutralisation ;
- Mesure du PH dans la cuve ;
- Pompage de la cuve en cas de maintenance biomasse, vidange des eaux de cendres humides.

Constat 2025

Constat 01-31072025 : non-conformité : le pH et la température ne sont pas suivis en continu et les eaux ne sont pas neutralisées avant rejet.

Toutefois, l'exploitant a réceptionné la station de contrôle et de neutralisation du pH le 29 juillet 2025. L'inspection a en effet pu voir la station non montée entreposée dans les locaux.

D'après l'exploitant, cette installation sera montée en août, pour une mise en service (avec Veolia) en septembre 2025.

L'installation étant réceptionnée et l'exploitant s'engageant sur une mise en service rapide, il ne sera pas pour le moment proposé de mise en demeure au préfet de Saône-et-Loire. Toutefois, la non-conformité observée en 2024, constat 00-17102024, n'est pas soldée.

La neutralisation sera réalisée par injection d'acide chlorhydrique. Pour le moment, l'exploitant disposera sur site d'un bidon de 20l, en fonction des résultats du contrôle pH, les quantités présentes sur place seront adaptées.

La station permettra le suivi du pH, mais aussi de la température.

L'exploitant n'a fait réaliser qu'une seule analyse des eaux usées industrielles. Le prélèvement a été réalisé les 22 et 23 avril par SOCOTEC (cf. fiche de contrôle n°3).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 01-31072025 : l'exploitant justifiera de l'installation et de la mise en service de la station.

Il transmettra également les premiers relevés température et pH.

Il indiquera la quantité d'acide chlorhydrique stockée au maximum sur le site, la consommation

hebdomadaire ou mensuelle et précisera les mesures prises pour assurer la protection de l'environnement et du personnel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Rejets aqueux - Entretien des séparateurs / piège à cailloux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.4 et 10.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 4.4.4 Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre [...]. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.</p> <p>Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.</p> <p>Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Article 10.1.1 [...] Les eaux pluviales des zones de dépôtage biomasse sont traitées par un séparateur dégrilleur équipé d'un piège à cailloux, d'une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus.</p>
Constats :

Constat 2024

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées (séparateurs d'hydrocarbures) sont mesurés annuellement.

Les résultats d'analyse sont archivés sur le réseau du site.

Constat 09-17102024 : non-conformité :le site ne dispose pas de registre spécifique pour suivre année après année les résultats des analyses sur les eaux pluviales ou pour noter les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

L'exploitant précise n'avoir jamais eu d'incident de fonctionnement des dispositifs de collecte ou de traitement des rejets.

Le dernier curage (SARP Mâcon) du séparateur a été réalisé en août 2024. Le bordereau de suivi des déchets issu de l'application Trackdéchét a été présenté.

Constat 10-17102024 : non-conformité : l'exploitant ne dispose pas de fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures et d'attestation de conformité à la norme en vigueur.

Depuis fin 2023, l'exploitant effectue des rondes de surveillance avec de nombreux items à vérifier dont les séparateurs d'hydrocarbures.

Constat 11-17102024 : lors de la visite du site, l'exploitant a ouvert les plaques au-dessus du séparateur d'hydrocarbures. En l'état, le niveau de 2/3 de la hauteur utile de l'équipement ne peut être vérifié.

Suite à la visite d'inspection réalisée en 2021, où l'exploitant n'avait pas pu justifier de l'absence ou de la présence d'un piège à cailloux, l'exploitant présente cette fois un plan des réseaux sur lequel un dispositif est indiqué en amont du séparateur.

Lors de la visite du site, l'exploitant a soulevé la plaque au-dessus de ce dispositif. Il est en effet constaté la présence d'une grille avant le débouché envoyant les eaux au séparateur permettant de piéger les cailloux.

Constat 12-17102024 : l'exploitant n'a pas évoqué la présence d'une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus demandée dans l'arrêté préfectoral.

Réponse de l'exploitant à la visite d'inspection

Dans sa réponse d'avril 2025, l'exploitant indique que :

- le registre demandé au constat 09-17102024 a été mis en place(tableur excel) ;
- concernant la fiche de suivi du curage des séparateurs d'hydrocarbures, il fait la demande à VEOLIA ;
- il a installé une pige permettant de vérifier le niveau de 2/3 utile du séparateur ;

Enfin, il indique effectuer un nettoyage régulier et qu'il n'a pas constaté la nécessité de mettre en place une grille amovible avec râteau et bac d'égouttage des refus. La grille actuellement présente étant suffisante pour piéger les cailloux.

Constat 2025

L'inspection a pu consulter les registres mis en place pour suivre année après année les résultats des analyses sur les eaux pluviales ou pour noter les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

L'exploitant a fait un registre pour les eaux pluviales et les eaux industrielles et un second pour le suivi des piézomètres.

Constat 02-31072025 : l'exploitant indique qu'il a fait une demande de devis à VEOLIA le 7 juillet 2025 pour obtenir un devis relatif au curage des séparateurs en demandant explicitement la fiche de suivi et l'attestation de conformité à la norme. En l'absence de réponse, l'exploitant a relancé VEOLIA le jour de l'inspection.

Le curage du séparateur pour 2025 n'a donc pas encore été programmé.

La pige installée n'est pas graduée. Elle est sortie pour que le niveau d'eau soit mesuré.

Pour l'absence de grille amovible, l'exploitant complète sa réponse en indiquant comment est réalisé le nettoyage évoqué : nettoyage régulier de la grille + nettoyage manuel des sols face aux silos de biomasse (et devant les bennes de cendres humides) avec un dispositif mécanique pour ramasser les cailloux et les morceaux de bois + à chaque dépotage de la biomasse, tout le bois déversé hors bâtiment est repeleté dans le silo afin d'éviter d'être envoyé au réseau.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 02-31072025 : l'exploitant justifiera du curage annuel des séparateurs et transmettra la fiche de suivi, l'attestation à la norme et le bordereau de suivi des déchets.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets aqueux - Respect des VLE & fréquence de contrôle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 4.4.7 / 4.4.9 / 4.4.12 / 11.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des ressources en eau et des milieux aquatiques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Article 4.4.7

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline)
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

Article 4.4.9

Pour les effluents aqueux et sauf dispositions contraires, les valeurs limites s'imposent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. Les prélèvements sont proportionnels au débit sur cette durée, disposent d'enregistrement et permettent la conservation des échantillons à une température de 4°C.

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduaires dans leur milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.

Référence du rejet : RI 2 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.4.5.)

Maximal journalier en m ³ /j	10 m ³ / j
---	-----------------------

Paramètre	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)
MES	30	250
DCO	125	1000
Phosphore total	10	80

Azote global (organique, ammoniacal, oxydé)	30	250
Hydrocarbures totaux	5	40
Composés organiques halogénés (AOX)	0,5	4
Cadmium et ses composés	0,05	Somme des métaux < 5
Mercure et ses composés	0,02	
Plomb et ses composés	0,1	
Nickel et ses composés	0,5	
Cuivre dissous	0,5	
Zinc dissous	1	10
Chrome dissous (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	0,5 dont 0,1 pour le chrome hexavalent et ses composés	4 dont < 1 pour Cr ⁶⁺
Sulfates	2 000	16000

Sulfites	20	160
Sulfures	0,2	16
Fluor et composés dont fluorures	30	250

+ Article 42 de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110

Paramètres	N° CAS	Code SANDRE	Concentration (mg/L)
MES	-	1305	30
Cadmium et ses composés (en Cd) (*)	7440-43-9	1388	0,05
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	0,03
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1369	0,03
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1382	0,02
Nickel et ses	7440-02-0	1386	0,05

composés (en Ni)			
Demande Chimique en Oxygène (DCO)	-	1314	125
C o m p o s é s o r g a n i q u e s halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des c o m p o s é s o r g a n i q u e s absorbables (AOX) (*)	-	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5
Hydrocarbures totaux	-	7009	10
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	-	1551	30
Phosphore total	-	1350	10
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,05
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,05

Sulfates	14808-79-8	1338	2000
Sulfites	14265-45-3	1086	20
Sulfures	18496-25-8	1355	0,2
Ion fluorures (en F-)	16984-48-8	7073	30
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8

Article 4.4.12

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées du point de rejet RI 1 (Cf. repérage du rejet au paragraphe 4.3.5.) dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration suivantes :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	35
DCO	125
DBO5	30

Hydrocarbures totaux	5
----------------------	---

Article 11.2.3

L'exploitant fait effectuer, par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, un contrôle des rejets d'eaux résiduelles pour les points et à la fréquence définis dans le tableau suivant :

Point de rejet	Fréquence	Paramètres et valeurs limites définis à l'article
RI 1	Annuelle	4.4.12
RI 2	Semestrielle	4.4.9

Constats :**Rappel des constats 2024**

L'exploitant a transmis les rapports d'analyse de la qualité des rejets des eaux pluviales (RI1) et des eaux industrielles (RI2) pour les années 2023 et 2024.

Il est constaté le respect des fréquences d'analyse à savoir semestrielle pour le rejet RI2 et annuelle pour le rejet RI1.

Les résultats des analyses sur les eaux pluviales montrent la conformité des rejets aux VLE prescrites.

Constat 13-17102024 : non-conformité :les dépassements des VLE (prises en comptes des VLE les plus contraignantes entre l'AP et l'AMPG du 03/08/2018) sont constatés sur les eaux du rejet RE2 :
- pour le paramètre pH en avril 2023, aout 2023 et avril 2024. Le résultat de juillet 2024 est conforme. Toutefois les dépassements entre avril 2023 et avril 2024 sont significatifs avec des valeurs relevées jusqu'à 11,1.

- pour le débit en juillet 2024 (VLE de 10 m³/jj)

Constat 14-17102024 : non-conformité : des dépassements sont observés sur les paramètres suivants (par contrôle) :

Paramètres	Avril 2023	Août 2023
------------	------------	-----------

Azote global	50 mg/l au lieu de 30 mg/l	58 mg/l au lieu de 30 mg/l
Phosphore total	11 mg/l au lieu de 10 mg/l	-
Sulfures	0,49 mgS/l au lieu de 0,2 mg/l	-
Chrome	0,758 mg/l au lieu de 0,05 mg/l(15X la VLE)	0,806 mg/l au lieu de 0,05 mg/l(16X la VLE)
Chrome VI	1,07 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (21X la VLE)	-
Cuivre	0,113 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (2,3X la VLE)	0,167 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,4X la VLE)
Plomb	0,045 ug/l au lieu de 0,025mg/l	-
MES	825 mg/l au lieu de 30 mg/l (27,5X la VLE)	120 mg/l au lieu de 30 mg/l (4X la VLE)
DCO	750 mg/l au lieu de 125 mg/l (6X la VLE)	133 mg/l au lieu de 125 mg/l

Paramètres	Avril 2024	Juillet 2024
Azote global	-	-
Phosphore total	-	-
Sulfures	-	-
Chrome	1,15 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (23X la VLE)	0,164 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,3X la VLE)

	(23X la VLE)	mg/l (3,3X la VLE)
Chrome VI	1,15 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (23X la VLE)	0,16 mg/l au lieu de 0,05 mg/l (3,3X la VLE)
Cuivre	-	-
Plomb	-	-
MES	52 mg/l au lieu de 30 mg/l	-
DCO	-	2420 mg/l au lieu de 125 mg/l (19,5X la VLE)

Lors de la visite, sont surtout évoqués les sources potentielles des dépassements sur les paramètres débit, pH et chrome VI.

- Pour le dépassement du débit, l'analyse aurait été réalisée lors d'une période de régénération de l'adoucisseur (ponctuel et période non connue à l'avance). Or la cuve de cette installation a été changée et présente un volume plus important.

- Concernant le pH, un seul produit utilisé sur le site présente un pH de 13. Toutefois, ce produit ne se retrouve normalement pas (sauf en cas de déversement accidentel, ce qui n'est pas arrivé sur le site d'après l'exploitant) dans les eaux usées. Une cuve de 30 m³ récupère les fuites du réseau pouvant contenir ce produit. La cuve est pompée et les déchets éliminés conformément à la réglementation en vigueur. Le pH basique serait plutôt dû au système de convoyeur des cendres humides.

- Le chrome proviendrait du vieillissement « naturel » des barreaux de chaudière biomasse (rappelons que la chaufferie est relativement récente, mise en service en 2018). Sous les températures élevées, le chrome produirait du chrome VI.

Plusieurs pistes de réflexion sont en cours.

L'exploitant indique que remplacer le système de convoyeur actuel par un convoyeur sec engendrerait trop de problèmes techniques et de sécurité de l'installation.

L'exploitant se renseigne pour savoir si un remplacement des barreaux est possible.

L'exploitant a fait réaliser par la SARP des pompages des eaux lors des opérations de maintenance estivales au lieu de rejeter ces eaux au réseau. Il a présenté des mesures complémentaires qui montrent que la concentration en chrome VI dans les rejets a diminué suite à ces pompages.

L'exploitant évoque également la possibilité d'améliorer l'étanchéité des bennes cendres placées en extérieur et dont les eaux d'égouttage finissent dans les eaux usées.

Il est évoqué lors de la visite, la possibilité de suivre le pH des eaux afin de mieux comprendre en fonction du fonctionnement des installations la cause de l'augmentation du pH.

Suite à la visite, il a donc été demandé à l'exploitant de justifier du retour à la conformité pour le pH et le débit et de mettre en place des actions correctives pour éviter l'envoi au réseau d'eaux

présentant notamment un pH basique.

Il devait également justifier du retour à la conformité pour les paramètres montrant des dépassements réguliers.

Pour les macropolluants, l'inspection a indiqué que l'exploitant pouvait également solliciter une modification des VLE (rejet envoyé en STEP de Mâcon). Toutefois, il devait alors fournir la convention de rejets et l'autorisation de déversement, les justificatifs démontrant que la STEP en question est apte à recevoir les effluents (rendement, impact, ...).

Il a été demandé que l'exploitant :

- détermine et justifie l'origine du chrome et du chrome VI présents dans ses rejets aqueux ;
- mette en place des actions correctives pour éviter l'envoi au réseau d'eaux présentant notamment des concentrations en chrome et chrome VI non conformes.

Et qu'il réalise a minima deux analyses trimestrielles au premier semestre 2025 pour vérifier le respect des VLE (0,05 (mg/l) pour le chrome dont chrome hexavalent, 0,05 (mg/l). Il transmet les résultats à l'inspection.

En cas de non-conformité persistante sur les paramètres chrome et chrome VI, une mise en demeure sera proposée à M. le préfet de Saône-et-Loire.

Remarque : l'exploitant doit demander à son prestataire de réaliser la comparaison aux VLE les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2017 et l'arrêté ministériel de 2018.

Réponse de l'exploitant à la visite d'inspection

Dans sa réponse d'avril 2025, l'exploitant indique que les actions mises en place sont :

- le blocage des écoulements des égouttures des bennes à cendres et retour des eaux au convoyeur
- l'automatisation du procédé à l'étude ;
- le nettoyage du regard et mesures de pH ;
- le pompage cuve 30m3 le 19/11/24 ;
- le réglage combustion biomasse ;
- la mise en œuvre du recyclage des fumées pour diminution de la température du foyer (Relation possible avec les problèmes de combustion des biomasses, surchauffe des barreaux, recettes de combustion. Des températures trop élevées sont susceptibles de produire du Cr VI qui migre dans les cendres humides puis les eaux industrielles).

Constat 2025

L'exploitant n'a fait réaliser qu'une analyse des eaux industrielles au premier semestre 2025. Elle a été réalisée par SOCOTEC les 22 et 23 avril 2025.

Le rapport indique :

constat 03-31072025 : non-conformité :

- pH maximum ponctuel et en continu sur 24h supérieur à 8,5 (max 8,8)
- concentration en Azote global supérieure à 30mg/l
- concentration en MES supérieure à 30mg/l
- concentration en DCO supérieure à 125mg/l

ATTENTION : le prestataire ne compare toujours pas les résultats aux VLE les plus contraignantes entre l'arrêté préfectoral de 2017 et l'arrêté ministériel de 2018.

L'exploitant n'a pas sollicité une modification des VLE (rejet envoyé en STEP de Mâcon) des macropolluants.

Constat 04-31072025 : non-conformité : le paramètre Arsenic n'a pas été analysé.

Il est observé le retour à la conformité pour les paramètres débit, Chrome et Chrome VI.

Le paramètre pH n'est toujours pas conforme (la station de neutralisation n'a pas encore été installée).

Les résultats pour les analyses sur les eaux pluviales sont conformes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 03-31072025 : l'exploitant devra mettre en place des actions permettant le retour à la conformité du paramètre pH, il justifiera de la mise en service de la station de neutralisation notamment. Il devra mettre en place des actions permettant le retour à la conformité des paramètres DCO, MES et Azote. Comme indiqué précédemment, il pourra solliciter une modification des VLE (rejet envoyé en STEP de Mâcon). Toutefois, il devait alors fournir la convention de rejets et l'autorisation de déversement, les justificatifs démontrant que la STEP en question est apte à recevoir les effluents (rendement, impact, ...).

Constat 04-31072025 : l'exploitant fera analyser le paramètre Arsenic dans les rejets d'eaux industrielles conformément à l'arrêté ministériel du 03 août 2018.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Rejets atmosphériques - VLE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 3.2.5 et annexe I

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 17/10/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

Les rejets dans l'atmosphère, issus des installations, doivent respecter les valeurs limites en concentration et en flux de polluants figurant dans le tableau de l'annexe I du présent arrêté. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des

conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par normaux mètres cubes (mg/Nm³) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de :

- 6 % dans le cas des combustibles solides ;
- de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux utilisés dans des installations de combustion autres que les turbines et les moteurs ;
- et de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.

Voir le tableau en annexe I de l'arrêté préfectoral et + l'article 10 de l'arrêté du 03/08/18 relatif aux installations de combustion d'une puissance thermique nominale totale inférieure à 50 MW soumises à autorisation au titre des rubriques 2910, 2931 ou 3110.

Constats :

Rappel des constats 2024

L'exploitant a transmis les rapports de contrôle des installations pour les années 2023 et 2024 (1^{er} semestre), prestataire SOCOTEC.

Constat 02-17102024 : non-conformité : des non-conformités des VLE pour les paramètres suivants sont constatés :

- vitesse d'éjection, février 2024, chaudière biomasse ;
- flux de COVNM, février 2023 et février 2024, chaudières biomasse 1 et 2 ;
- vitesse d'éjection, février 2024, cogénérations 1 et 2 ;
- concentration en NOx, novembre 2023 et février 2024, cogénérations 1 et 2 ;
- flux en NOx, février 2024, cogénérations 1 et 2 ;
- concentration et flux en NOX, février 2023, cogénération 2 ;
- vitesse d'éjection, février 2024, chaudière gaz 5 ;
- concentration et flux de SO2, février 2023, chaudières gaz - FOD 7 et 8 ;
- concentration en NOx, février 2024, chaudières gaz - FOD 7 et 8.

Le rapport de contrôle de février 2024 indique une conformité pour le flux de COVNM. Toutefois, la VLE prise pour comparaison n'a pas la même unité (erreur d'unité dans le tableau des VLE transmis pour le contrôle inopiné. L'inspection précise que le tableau à prendre en compte est bien celui de l'AP de 2017). L'exploitant indique son souhait de vérifier la valeur de la VLE du flux de COVNM pour les chaudières biomasse 1 et 2.

L'exploitant indique que l'origine des dépassements pourrait être due :

- pour les NOx : la galette catalytique était en fin de vie, elle a été modifiée durant l'été 2024. Les nouvelles analyses sur les cogénérations devraient redevenir conformes ;
- la maintenance constructeur et le réglage combustion effectués en fin d'année 2023 sur les chaudières gaz ont permis le retour à un respect des VLE pour les SO2 et NOx sur les chaudières gaz-FOD ;
- pour la vitesse d'éjection, SOCOTEC doit proposer un devis pour la mise en place d'un cône de réduction.

Constat 03-17102024 : non-conformité : l'exploitant n'est pas en mesure de justifier du respect de la VLE en formaldéhyde pour les cogénérations 1 et 2.

Réponse de l'exploitant à la visite d'inspection

Dans sa réponse d'avril 2025, l'exploitant indique :

- qu'un courrier sera envoyé à la préfecture signalant l'erreur dans la VLE du paramètre flux COVNM : 8,7.10⁻⁴ vs 0,87 kg/h ;
- qu'un devis pour l'installation de cônes d'éjection par le constructeur sera demandé ;
- que les résultats des contrôles de novembre 2024 pour les NOX sont conformes (rapport transmis) ;
- que le contrôle du paramètre formaldéhyde réalisé en novembre 2024 sur les cogénérations et inclus en contrôle annuel est conforme.

Constat 2025

L'exploitant a transmis le contrôle réalisé au premier semestre 2025.

L'exploitant a justifié du retour à la conformité pour le paramètre NOx pour la cogénération 2, la VLE est légèrement dépassée pour la cogénération 1 (103 mg/Nm³ pour une VLE de 100 mg/Nm³). L'exploitant a fait vérifier le paramètre formaldéhyde pour les cogénérations au second semestre 2024. Les résultats sont conformes.

Constat 05-31072025 : non-conformité : les dépassements de VLE en flux COVNM sont toujours non-conformes pour les chaudières biomasse. L'exploitant n'a pas encore transmis de courrier indiquant l'erreur dans la VLE du paramètre flux COVNM.

Constat 06-31072025 : non-conformité : le flux en HF sur la biomasse 3 n'est pas conforme à la VLE.

Concernant les vitesses d'éjection, l'exploitant indique qu'il n'a pas demandé de devis pour les cônes d'éjection. Il souhaite d'abord faire vérifier les points de prélèvements (caractéristiques).

Post-inspection, le 19 août 2025, l'exploitant a indiqué :

- la présence de cône de réduction de la section au débouché en joignant photo et note de calcul de février 2017 ;
- la présence donc de tubes d'échappement de 700mm sur toute la hauteur de la cheminée avec

un cône de réduction de 700 vers 600mm.
<p>- la société SOCOTEC a refait les calculs avec ces données : les vitesses calculées au débouché sont donc bien conforme (>28m/s) (30,33 m/s pour la cogénération 1 et 31,04 m/s pour la cogénération 2).</p> <p>Constat 07-31072025 : non-conformité : En contrepartie, l'exploitant indique passer légèrement au dessus de la norme pour les CO/NOx de la cogénération 1 (concentration/flux massique) et NOx pour la cogénération (flux massique). ; les galettes catalytiques sont en cours de nettoyage, ce n'était pas prévu cette année mais nous le faisons car nous étions trop proche de la limite. Un réglage moteur sera également fait pour la saison cogénération 25/26 afin d'équilibrer CO – Nox.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat 05-31072025 : l'exploitant mettra en œuvre des actions permettant de respecter la VLE en flux de COVNM pour les chaudières biomasse ou transmettra avec tous les éléments d'appréciation la démonstration de l'erreur dans la VLE du flux.</p> <p>Constat 06-31072025 : l'exploitant indiquera ce qui peut occasionner le dépassement du paramètre flux HF et mettra en œuvre des actions permettant de respecter de la VLE.</p> <p>Constat 07-31072025 : l'exploitant indiquera ce qui peut occasionner le dépassement des paramètres NOx et CO sur les cogénérations, mettra en œuvre des actions permettant de respecter les VLE et justifiera du retour à la conformité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Rejets atmosphériques - Cas des mesures en continu

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 11.2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/10/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les appareils de mesure en continu sont exploités selon les normes NF EN ISO 14956 (version de décembre 2002 ou versions ultérieures) et NF EN 14181 (version d'octobre 2004 ou versions ultérieures), et appliquent en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL 1, QAL 2 et QAL 3) et une vérification annuelle (AST).</p>

Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST.

Pour les appareils déjà installés sur site, pour lesquels une évaluation n'a pas encore été faite ou pour lesquels la mesure de composants n'a pas encore été évaluée, l'incertitude sur les valeurs mesurées peut être considérée transitoirement comme satisfaisante si les étapes QAL 2 et QAL 3 conduisent à des résultats satisfaisants.

Pour chaque appareil de mesure en continu, l'exploitant fait réaliser la première procédure QAL 2 par un laboratoire agréé dans les six mois suivant la mise en service de l'installation. La procédure QAL 3 est aussitôt mise en place. L'exploitant fait également réaliser un test annuel de surveillance (AST) par un laboratoire agréé.

La procédure QAL 2 est renouvelée tous les cinq ans et dans les cas suivants :

- dès lors que l'AST montre que l'étalonnage QAL 2 n'est plus valide ;
- après une modification majeure du fonctionnement de l'installation ;
- après une modification majeure concernant le système de mesure automatique (AMS).

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues en continu dans le tableau de l'article 11.2.1 par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance des appareils de mesure en continu.

Les résultats des mesures réalisées dans ce cadre sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les valeurs limites d'émission fixées à l'annexe 1 du présent arrêté, pour les paramètres mesurés en continu, sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées :

- aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission ;
- aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission ;
- 95 % de toutes les valeurs horaires moyennes validées au cours de l'année ne dépassent pas 200 % des valeurs limites d'émission.

Aux fins du calcul des valeurs moyennes d'émission, il n'est pas tenu compte des valeurs mesurées durant les périodes de panne ou dysfonctionnement des dispositifs de réduction des émissions ni des valeurs mesurées durant les phases de démarrage et d'arrêt.

Les valeurs moyennes horaires validées sont déterminées à partir des valeurs moyennes horaires, après soustraction de la valeur de l'intervalle de confiance à 95 % indiqué ci-après.

Les valeurs des intervalles de confiance à 95 % d'un seul résultat mesuré ne dépassent pas les pourcentages suivants des valeurs limites d'émission :

- CO : 10 % ;
- SO₂ : 20 % ;
- NO_x : 20 % ;
- poussières : 30 %.

Les valeurs moyennes journalières validées et les valeurs moyennes mensuelles validées s'obtiennent en faisant la moyenne des valeurs moyennes horaires validées.

Il n'est pas tenu compte de la valeur moyenne journalière lorsque trois valeurs moyennes horaires ont dû être invalidées en raison de pannes ou d'opérations d'entretien de l'appareil de mesure en continu. Le nombre de jours écartés pour des raisons de ce type est inférieur à dix par an. L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires à cet effet.

Si toutefois le nombre de jours écartés dépasse trente par an, le respect des valeurs limites d'émission est apprécié en appliquant les dispositions applicables au cas des mesures périodiques.

Constats :

Rappel des constat de 2024

L'exploitant présente un tableau synthétisant les résultats des contrôles QAL 2 et AST pour les années 2022, 2023 et 2024.

Constat 06-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL2 en CO pour les cogénérations sont non-conformes en 2024.

L'exploitant indique que cette non-conformité est due à un problème sur une électrovanne qui est non fonctionnelle.

Constat 07-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL2 en 2024 pour les chaudières biomasse sont manquants. L'AST 2022 indique une non-conformité en O2 pour la biomasse 3 puis une conformité en 2023. Les AST 2022 et 2023 indiquent une non-conformité en O2 pour la biomasse 4.

L'exploitant indique que le problème d'étanchéité du by-pass n'a pas permis de refaire les mesures dont les premiers résultats pour 2024 sont non-conformes. Le jour de la visite, les travaux étaient en cours. L'exploitant indique que les QAL 2 seront réalisés avant la fin de l'année.

Les QAL2 des chaudières gaz 5 à 8 étaient en 2024 non-conformes. A noter toutefois, que lors de l'AST de 2023 pour le paramètre O2 des chaudières 5, 7 et 8, le résultat n'était pas conforme.

Les contrôles QAL3 ont été réalisés en juin 2024 par ENVEA. Ils sont conformes pour la cogénération, les chaudières gaz 5 à 8.

Constat 08-17102024 : non-conformité : les résultats des QAL3 pour les chaudières biomasse sont non-conformes en CO.

[...]

Réponse de l'exploitant à la visite d'inspection

Dans sa réponse d'avril 2025, l'exploitant indique et transmet :

- le rapport QAL2 de décembre 2024 qui comprend bien le QAL2 des biomasses.
- le QAL2 en CO des installations de cogénération est conforme.

Constat 2025 :

Constat 08-31072025 : le rapport QAL2 de décembre 2024 indique que : « La fonction d'étalonnage des poussières pour la BIOMASSE 4 n'est pas applicable car le test de variabilité n'est pas valide. Il semblerait qu'il y ait eu un problème le jour des mesures entre nos sondes et l'AMS poussières. Un QAL2 est à prévoir dans les 6 mois (lors de la campagne de février 2025). »

L'exploitant a justifié d'un nouveau QAL2 réalisé en juin 2025 pour le paramètre poussière de la chaudière biomasse 4. Les résultats sont conformes.

L'exploitant a transmis le test annuel de surveillance des systèmes automatiques de mesures (AST) de juin 2025.

Constat 09-31072025 : le rapport d'AST indique "La fonction d'étalonnage QAL2 de l'O2 et du NO n'est plus valide. En regardant de plus près les résultats AMS/SRM, on constate une différence significative de près de 20% pour l'O2 et le NO. Il semblerait qu'il y ait une fuite sur la ligne d'échantillonnage de la chaudière GAZ 6. Un QAL2 est à prévoir sur cette installation dans les 6 mois.

Les bouteilles de CO des chaudières gaz/fioul et de SO2 des biomasses ont une concentration trop élevée pour être prises en compte dans la stratégie AST retenue (cas E).

Il est recommandé d'avoir une bouteille de CO et de SO2 qui ne dépasse pas 120% de la VLEref afin de pouvoir l'intégrer correctement dans la stratégie AST (cas E).

L'impact reste tout de même négligeable étant donné que les concentrations mesurées sont très proche de 0 que ce soit du côté de l'AMS ou de la SRM.

Pour la chaudière GAZ 7 et la chaudière Biomasse 3, un essai d'O2 a été retiré dû à l'échec du test de variabilité. Il est automatiquement remplacé par l'essai SRM correspondant."

Le rapport ENVEA du 25 juin 2025 indique que les équipements sont conformes au QAL3. La dérive des équipements est maîtrisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 09-31072025 : l'exploitant justifiera de la réalisation d'un nouveau QAL2 sur la chaudière gaz 6 dans les 6 mois comme recommandé par SOCOTEC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Gestion des déchets - cendres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

<p>Les sous-produits et déchets issus de la combustion (cendres volantes, cendres de foyer, gypses de désulfuration, mâchefers, résidus d'épuration des fumées, etc.) sont comptabilisés et stockés séparément. Le stockage et le transport de ces sous-produits et déchets se font dans des conditions évitant tout risque de pollution et de nuisances (prévention des envols, des odeurs, des lessivages par les eaux de pluie, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines ou d'une infiltration dans le sol, etc.) pour les populations et l'environnement conformément aux dispositions de l'article 3.1.5 du présent arrêté.</p> <p>Les sous-produits et déchets issus de la combustion (cendres, mâchefers, résidus d'épuration des fumées...) sont, lorsque la possibilité technique existe, valorisés, en tenant compte de leurs caractéristiques et des possibilités du marché (ciment, béton, travaux routiers, comblement, remblai...).</p> <p>Les cendres peuvent être mises sur le marché en application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural applicables aux matières fertilisantes. elles disposent alors d'une homologation, d'une autorisation provisoire de vente ou d'une autorisation de distribution pour expérimentation, ou sont conformes à une norme d'application obligatoire.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis dans le bilan annuel 2024 les registres des déchets dangereux et non dangereux.</p> <p>Ces registres des déchets dangereux et non-dangereux permettent le suivi des quantités de cendres produites par le site. Les différents types de cendres sont bien séparés (cendres des filtres à manches, cendres multicyclone et cendres sous foyer).</p> <p>Les cendres sèches sont stockées en big-bags, et les cendres humides en bennes.</p> <p>Les cendres humides sont valorisées en compostage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Conditions d'entreposage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il a été vérifié sur le site que les déchets sont bien entreposés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.</p> <p>Constat 10-31072025 : la benne de ferrailles est ouverte. Elle se charge en eaux météoritiques de couleur rouille. La benne n'étant pas étanche, les eaux ruissellent sur les voiries. L'exploitant pourrait couvrir la benne afin de limiter les ruissellements potentiellement chargés en métaux</p>

envoyés dans les séparateurs.

Constat 11-31072025 : l'exploitant envisage de déplacer le stockage de big-bag de l'intérieur des bâtiments vers un entreposage extérieur sous auvent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 10-31072025 : l'exploitant mettra en place des mesures permettant de limiter les ruissellements potentiellement chargés en métaux de la benne de ferraille.

Constat 11-31072025 : le déplacement des bigs-bags devra faire l'objet d'un porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation, notamment la mise à jour des plans réglementaires, la localisation du stockage, la quantité stockée actualisée si nécessaire, les mesures prises ou prévues pour limiter les déversements des cendres...

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Quantité - déchets produits par l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/05/2017, article 5.1.7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont listés dans le tableau suivant.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas les quantités suivantes prises en compte dans le calcul du montant des garanties financières précisé à l'article 1.5.2 .

Type de déchets	C o d e déchets	Nature des déchets	Mode de stockage	Quantité maximale sur site	Quantité annuelle maximale ⁽¹⁾
N o n dangereux	10 01 01	C e n d r e s valorisables	b e n n e é t a n c h e	40 t	865 t
N o n dangereux	15 01 01 à 09	D é c h e t s industriels banals	container	1 t	4 t
N o n dangereux	20 01 40	Ferrailles et métaux	container	1t	3 t

dangereux		métaux			
N o n dangereux	20 02 01	D é c h e t s v e r t s			20 m ³
N o n dangereux	20 03 01	D é c h e t s assimilables o r d u r e s m é n a g è r e s	container	0,2 t	2 t
Dangereux	10 01 14*	C e n d r e s f i n e s	big-bags	4 t	46 t
Dangereux	13 01 01* à 13*	H u i l e s u s a g é e s	cuve	5 t	7 m ³
Dangereux	16 01 14*	Glycol	cuve	2 t	1 m ³
Dangereux	15 01 10*	Emballages souillés	container	0,1 t	0,3 t
Dangereux	10 01 20*	B o u e s hydrocarbur ées	2 séparateurs 1 c u v e e n t e r r é e	18 t	10 m ³
Dangereux	15 02 02*	Chiffons et filtres souillés	container	0,02 t	0,15 t
Dangereux	02 06 03*	B o u e s d u condenseur	container	0,5 t	3 t

⁽¹⁾ : Quantités évaluées dans le dossier de demande d'autorisation susvisé en fonctionnement normal des installations.

Constats :

Constat 12-31072025 : non-conformité : l'exploitant entrepose 6 tonnes de cendres sèches maximales en big-bag au lieu de 4 tonnes. L'exploitant indique que cela correspond à 22 big-bags

maximales en big-bag au lieu de 4 tonnes. L'exploitant indique que cela correspond à 22 big-bags le nombre nécessaire pour remplir un semi de l'entreprise venant reprendre les déchets (à noter que tous les big-bags ne font pas le même poids, il est fonction de la nature des cendres). D'après l'exploitant, la quantité de chiffons souillés serait également dépassée.

Constat 13-31072025 : l'exploitant indique ne pas avoir de boues de condenseurs. Il était prévu au niveau des fumées des cheminées la mise en place de condenseurs mais cela n'a jamais été installé et l'exploitant indique que cela ne sera pas installé. D'autres catégories de déchets non dangereux sont présentes sur le site : 1 benne de papier/carton, 1 benne de bois. L'exploitant indique aussi avoir régulièrement des batteries usagées et quelques déchets d'équipements électriques et électroniques.

Constat 14-31072025 : le registre des déchets dangereux comprend une ligne « incohérente » :

Cuve Egout ures (eaux conv oyeur cendr es + eaux sous chau dière s)	10 01 01	19/11/ 2024	29580 Litres (estim ée)	Borde reau d e prise e n charg e de déche ts	O S I S Sud - Est	R13	Leled y Comp o s t ALLER IOT	19/11/ 2024		148
---	-------------	----------------	----------------------------------	--	-------------------------	-----	---	----------------	--	-----

Le code déchets est un code de déchets non-dangereux. L'exploitant indique qu'il ne sait pas si ces eaux de convoyeurs + eaux sous chaudières sont dangereuses ou non. Les analyses indiquent qu'elles sont basiques (un pH jusqu'à 12 pouvant être atteint selon la période de fonctionnement des chaudières biomasse).

L'exploitant n'est pas en mesure le jour de l'inspection d'indiquer si le caractère dangereux ou non des « égouttures » a déjà été analysé (caractérisation HP1 à HP15).

Les « égouttures » sont indiquées comme valorisées chez Leledy Compost. Cet établissement n'est pas autorisé à recevoir des déchets dangereux. Il est donc nécessaire de lever l'incertitude sur la dangerosité des déchets "cuve égouttures".

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat 12-31072025 : l'exploitant devra réduire le nombre maximal de big-bag présents sur le site afin de limiter la quantité à 4 tonnes ou devra demander via un porter à connaissance l'augmentation de la quantité avec tous les éléments d'appréciation.

Constat 13-31072025 : l'exploitant mettra à jour le tableau de l'article 5.1.7. en retirant les boues de condenseurs et en ajoutant les autres déchets (bois, cartons, batteries, DEEE, égouttures...).

Constat 14-31072025 : l'exploitant devra justifier du caractère dangereux ou non dangereux des égouttures. Dans le cas où les déchets sont dangereux, il devra s'assurer de trouver une installation autorisée à les recevoir. Ce déchet devra apparaître dans la mise à jour du tableau demandé au constat 13-31072025. Il transmettra les justificatifs de caractérisation de ce déchet et d'orientation vers une filière adaptée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois